

Négatif

Bulletin irrégulier – novembre 2011 – n°15

Un cirque passe*

Si George Orwell est tellement important pour la compréhension de la société spectaculaire dans laquelle nous vivons, c'est qu'il a mis en évidence, dans le fonctionnement du monde totalitaire de son roman *1984*, le rôle joué par la présence d'une fausse opposition fabriquée de toutes pièces par le pouvoir personnifié par « Big Brother ». Ce dernier, grâce à cette ligne de fracture imaginaire entre vrai pouvoir et fausse opposition, peut ainsi contrôler, repérer et conduire dans une impasse les opposants en les incitant à s'engager dans un mouvement unique, par ailleurs tout aussi inquiétant qu'il peut l'être lui-même.

Dans le système officiellement « démocratique » dans lequel nous survivons, la configuration est semblable. Elle joue grosso modo le même rôle, sauf que la supposée ligne de fracture entre le pouvoir et l'opposition, qui échangent d'ailleurs périodiquement leur place – partis et médias sont d'accord pour parler alors du fonctionnement sain de la démocratie – permet la tenue de faux débats, faux parce que les deux parties sont d'accord sur l'essentiel et doivent faire preuve d'ingéniosité pour inventer des différences ne concernant que des aspects purement marginaux. Ces débats factices n'ont d'autre but que d'imposer certains thèmes comme s'il s'agissait de données « incontournables », d'éléments de la « Réalité » du monde dans lequel nous sommes incarcérés comme des passagers dans la tôle de leur véhicule accidenté. Le jeu, bien entendu, peut aussi se jouer à trois, ou plus, mais le nombre croissant de joueurs rend l'exercice un peu plus délicat. Mais, dans tous les cas, c'est toujours la même voix qui nous parle :

« Parler, c'est avant tout détenir le pouvoir de parler. Ou bien encore, l'exercice du pouvoir

*assure la domination de la parole : seuls les maîtres peuvent parler. Quant aux sujets : commis au silence du respect, de la vénération ou de la terreur. Parole et pouvoir entretiennent des rapports tels que le désir de l'un se réalise dans la conquête de l'autre. Prince, despote ou chef d'État, l'homme de pouvoir est toujours non seulement l'homme qui parle, mais la seule source de parole légitime : parole appauvrie, parole pauvre certes, mais riche d'efficacité, car elle a nom **commandement** et ne veut que l'**obéissance** de l'exécutant. Extrêmes inertes chacun pour soi, paroles et pouvoir ne subsistent que l'un dans l'autre, chacun d'eux est substance de l'autre et la permanence de leur couple, si elle paraît transcender l'histoire, en nourrit néanmoins le mouvement : il y a un événement historique lorsque, aboli ce qui les sépare et donc les voue à l'inexistence, pouvoir et parole s'établissent dans l'acte même de leur rencontre. Toute prise de pouvoir est aussi un gain de parole. »¹*

En se qualifiant eux-mêmes de « média », les différents organes dominants qui se reconnaissent sous cette appellation ont pour une fois dit la vérité : ce sont eux qui « médiatisent », qui servent d'intermédiaires, un peu comme le sont les commerçants entre les producteurs et les « consommateurs », c'est-à-dire qui privilégient la parole d'« en haut » et la distribuent vers le « bas », faisant parfois mine de la discuter, voire de la contester. Mais encore une fois ce n'est pas tant la position qu'ils choisissent autour de la pseudo-ligne de fracture entre vrai pouvoir et fausse opposition qui est importante que le fait qu'ils servent de chambre d'écho aux thèmes choisis par la domination. Seuls ces

* Titre emprunté à un roman de Patrick Modiano, Gallimard, 1992.

¹ Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1974, p. 133.

derniers deviennent dignes de figurer à l'ordre du jour des « débats » binaires, dans les conditions que l'on sait. Et ils le font presque « naturellement », tant l'information est une marchandise comme les autres, et qui plus est, un spectacle, un produit, et qu'elle maintient les « spectateurs » dans l'idée que ce dont elle est faite constitue la « Réalité », donc toute la réalité. Par exemple, lorsque les journalistes commentent le jeu de la politique séparée, lorsqu'ils en invitent chaque matin et chaque soir les principaux acteurs, s'agit-il de parler d'autre chose que de la manière dont ces gens-là envisagent de faire tourner un système qu'on nous présente comme un cadre indépassable ? S'agit-il jamais d'autre chose dans les médias dominants ?

* * * * *

« Patron, patron, je vous l'avais bien dit, il y a de l'or partout, tout est en or »

Blaise Cendrars²

La « crise de la dette » est précisément devenue le thème qui s'impose comme le nouvel axe autour duquel tourne la planète, comme un manège qui accélérerait sans cesse. Et nous, nous serions assis sur les balançoires, emportés à l'horizontale par la force centrifuge et seulement retenus par des cordelettes, des ficelles, qui ont déjà beaucoup servi. En cette période de grand-peur, la transmutation en « Règle d'or » de la misère qui touche un nombre croissant d'individus, suite au pillage dont ils sont victimes (cas notamment du peuple grec, en attendant les autres) est le tour de passe-passe que permet un usage quasi monopolistique de la parole, de cette parole qui s'adresse aux masses et a pour objectif de faire d'elles un docile instrument. Cette « Règle d'or », vers laquelle nous devrions tendre (et peu importe que son application soit décalée de quelques mois et qu'on la désigne alors sous un autre nom, l'idée est là, les mots aussi), à laquelle nous devrions tous aspirer, est censée nous ouvrir les portes d'un royaume auprès duquel tous les eldorados rêvés jusqu'ici feront bien pâle figure : celui de l'équilibre

budgétaire. Et si ce royaume-ci ne relève pas du rêve et de l'utopie, il est tout de même le fantasme symbolisé par l'or d'une pureté et d'une stabilité qu'il s'agirait de retrouver face aux errements conjoints de la mauvaise « gouvernance » et de la spéculation financière qui « ne respecterait pas toujours les règles ». Mais la « Règle d'or », c'est aussi et avant tout La Règle, la Loi de l'or, symbole de la « valeur », cristallisée en un métal rare. C'est la loi de l'argent, c'est l'ordre que les pouvoirs font régner en son nom, c'est la domination qu'ils assoient. C'est l'idée que les choses, les êtres et leurs besoins ne présentent d'intérêt que s'ils peuvent être quantifiés, rationalisés et « valorisés » en termes monétaires. Aussi n'est-ce pas un hasard que « l'évaluation » soit devenue un maître-mot du langage de la domination ainsi qu'une réalité quotidienne dans tous les secteurs d'activité, jusque dans celui de l'éducation (il semble que cela doive concerner désormais les enfants dès l'âge de cinq ans). Ne nous y trompons pas, il s'agit bien de mesurer la « valeur économique » de chacun, son degré d'« utilité » dans le processus de production capitaliste, il s'agit bien de trier et de mettre au rebut les « sans valeur ».

Ainsi la vie se réduit-elle à cette course à l'argent comme si celui-ci était tout à la fois l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les aliments dont nous nous nourrissons. Les considérations budgétaires priment dans un monde régi par une abstraction qui se donne pour aussi vitale que le sang qui coule dans nos veines.

Et nous devrions nous tordre de peur lorsque la croissance devient « négative » (!!), avoir des sueurs froides lorsque des contradictions de plus en plus insurmontables de ce système mettent en péril un si bel édifice, comme si c'était notre nature même qui nous abandonnait. Car on nous l'a dit, on nous le répète : nous sommes tous embarqués, nous devons nous serrer les coudes face à la crise, et surtout, la ceinture !

* * * * *

La parole des maîtres, malgré son incontestable et redoutable efficacité, n'a

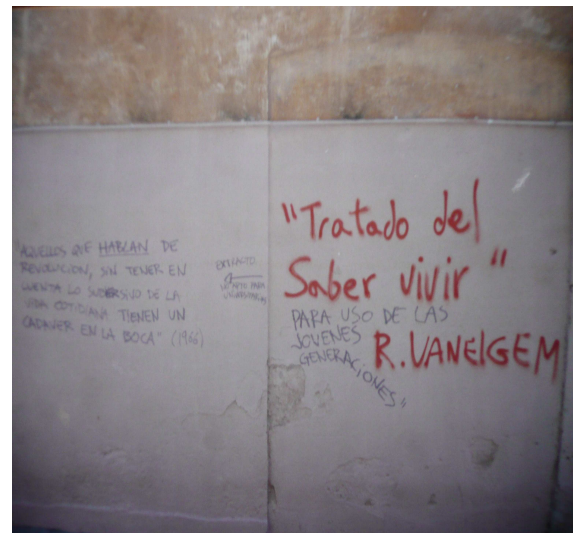
² *L'Or*, Paris, Gallimard (Folio), 1994, p 166.

cependant jamais réussi à s'imposer totalement. S'est toujours fait entendre, de par le monde, une parole d'opposition réelle qui a remis en cause la domination et créé des univers de substitution. Le monde de la violence, de la contrainte, du fanatisme et du cynisme marchand s'est régulièrement lézardé pour laisser passer une parole poétique, expression d'une humanité profonde laissée en jachère, que les tenailles de l'asservissement, du travail et de l'abrutissement n'avaient pas entamée, ou pas trop ; une parole qui suggère une société d'où serait banni l'argent, où l'activité humaine créatrice et l'entraide répondraient aux besoins et désirs d'hommes libres. Il est clair que cette parole n'a jamais bénéficié des mêmes circuits que la parole dominante, qu'elle a dû et doit, aujourd'hui comme avant, se frayer un chemin. C'est une parole publique, c'est une parole sans relais, c'est une parole qui a toujours trouvé dans la rue sa meilleure piste d'essai, c'est celle qui s'est esquissée dans certains moments privilégiés comme au mois de mai 1968 :

« Celui qui fait de la politique en dehors de sa section de parti ou en dehors de l'isoloir, mais à son lieu d'habitation, dans la rue ou encore à l'entrée de la gare, peut facilement être soupçonné d'être un fauteur de trouble. Le même type de remarque s'applique au calme qui doit régner à l'intérieur des entreprises. Lorsque les règles sont respectées, le contrôle fonctionne et l'horizon est dégagé ; lorsqu'on les met en question, cela est toujours interprété comme une attaque contre le système de domination établi. »³

Le récent mouvement des « Indignés »⁴, si l'on fait abstraction de nombre de contradictions et inconséquences, fruits sans doute de plusieurs décennies de dépolitisation, a le mérite d'avoir discuté publiquement, dans la rue, la version officielle de la démocratie, la démocratie parlementaire, en lui opposant une « démocratie réelle ». Il est certain que le mot de « démocratie » est devenu

pratiquement imprononçable tant il est lié à un système politique et économique et à un ersatz de société où s'agitent ou se traînent, toujours isolées, les ombres des hommes. La remise en cause du système représentatif et l'aspiration à une démocratie à la base n'est certes en soi pas nouvelle. On pourrait remonter aux premiers conseils ouvriers du début du XXe siècle, ou pourquoi pas jusqu'à la Révolution française en passant par la Commune. Beaucoup plus proches de nous, lors de récents mouvements en France, des assemblées ont tenté d'agir sur des bases auto-organisationnelles. Rejetant la mainmise des syndicats, elles sont restées minoritaires et se sont révélées, notamment pour cette raison, impuissantes. Cette aspiration à redonner un sens au mot galvaudé de « démocratie » s'est en tout cas manifestée à travers le mouvement des « Indignés », en Espagne mais aussi en Grèce, pays touchés de plein fouet, depuis 2008, par les crises successives. En Espagne notamment, se sont développés des espaces oppositionnels sur les places de nombreuses villes, ces lieux abusivement appelés publics en « temps normal », et qui ne le sont réellement devenus qu'à travers ces gestes d'appropriation spatiale et temporelle.



Cependant, ce qui était vrai des mouvements « anti » puis « altermondialistes » nés il y a plus d'une décennie l'est également aujourd'hui des « Indignés ». On a le sentiment que les uns et les autres, qui peuvent d'ailleurs se déclarer anti-capitalistes, ne parviennent pas à dépasser le cadre des revendications qui pourraient être

³ Oscar Negt, *L'Espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007, p. 199.

⁴ Appellation sans doute mal choisie, puisqu'issue d'un opuscule de Stéphane Hessel, qui s'est désolidarisé de ce mouvement et s'inscrit parfaitement dans le jeu politique traditionnel contesté par ces mêmes « Indignés ».

satisfaites, du moins certains le supposent-ils ou l'espèrent-ils, dans les limites du monde existant. Ne serait-ce pas parce que bon nombre de ceux qui se reconnaissent dans ces mouvements refusent de regarder en arrière et faire le tri entre les aspirations qui ont parfois conduit à des révolutions et ceux qui les ont trahies et régulièrement anéanties ? L'impasse politique que nous connaissons ne trouve-t-elle pas son origine dans la fausse ligne de fracture qui séparerait le capitalisme libéral et le capitalisme d'État (bloc des pays de l'Est), dont la chute a fait le plus grand mal à l'idée communiste ainsi confisquée, dénaturée ? Mais cette dernière, quel que soit le nom qu'on choisirait de lui donner dans l'avenir, c'est-à-dire celle d'un monde choisi par tous les êtres humains pour tous les êtres humains (une démocratie réelle) et non la perpétuation du modèle de la domination, un monde délivré du travail salarié et de l'outil de la domination (l'État), s'impose comme un nouvel horizon de pensée. C'est entre cette idée, qui doit être redécouverte et redéveloppée à la base, et le monde libéral-capitaliste que passe la véritable ligne de fracture, non pas entre telle ou telle conception, plus ou moins « démocratique », plus ou moins participative, plus ou moins sociale, plus ou moins « durable » du libéral-capitalisme, tant c'est un non-sens de penser que l'on peut limiter la voracité d'un système dont la survie dépend de sa capacité à transformer en proie à peu près tout ce qui existe.

C'est également entre cette idée et toutes les formes d'organisation hiérarchisées politiques ou syndicales que passe la ligne de fracture. Les militants de tout poil de ces organisations n'ont jamais eu du communisme que la triste conception d'une société du labeur pour tous (« qu'on les envoie aux champs ou dans les ateliers »), où les producteurs de la ruche prolétarienne, plutôt que de se nier en tant que prolétaires, paient chèrement leur liberté d'une égalité de pure façade en faisant le deuil de leurs rêves de vie autre. Et leur haleine exhale l'odeur pestilentielle des mots morts ; les concepts et les catégories qu'ils mettent en avant sont ceux de l'économie politique, les pratiques sont celles éternelles, de la domination. Trop souvent, encore aujourd'hui, l'idée

communiste est confondue avec l'étatisation, c'est-à-dire la propriété étatique des moyens de production, sans que soit remis en cause le contenu de cette production, sans que soient critiqués le travail et les rapports hiérarchiques, sans que soient réenvisagés de fond en comble l'organisation et l'emploi de la vie quotidienne. Le communisme tel qu'il doit être repensé ne sera que la politique mise au service de la poésie et de la création dans tous les domaines de l'existence, l'expression la plus haute de ce que peuvent devenir les relations humaines, de ce qu'elles sont déjà parfois. La vie sociale doit cesser d'être une punition pour devenir une libération. C'est l'émancipation de tous qui assure celle de chacun, ce que Bakounine exprimait ainsi : « *Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tous s'étend à l'infini* ».

* * * * *

Mais le mouvement des « Indignés » (et de manière plus générale la forme assemblée populaire) a ceci de véritablement intéressant qu'il préfigure ce que pourrait être le fonctionnement de la démocratie directe dans une société où le pouvoir politique appartiendrait à tous. Il est le symptôme qu'un saut qualitatif pourrait être franchi, et surtout généralisé, dans l'action politique (lorsque les « Indignés » prétendent, comme c'est souvent le cas, rejeter la politique, cela signifie le monde politique séparé, car que font-ils d'autre que de prendre place au cœur des cités et de contribuer à refonder la politique ?). Il est le signe que la recherche est lancée sur d'autres bases organisationnelles que celles du parti ou du syndicat calquées, elles, sur le modèle hiérarchique dominant dont ils font partie intégrante et qu'ils contribuent à reproduire. Il représente la volonté de substituer à la parole du pouvoir, héritière de la vérité révélée, une autre, créatrice, capable d'ouvrir de nouvelles routes. À ce titre, il est potentiellement plus qu'il n'a conscience d'être, et ne peut trouver de véritable efficacité – et éviter d'être vite récupéré⁵ –

⁵ N'a-t-on pas vu, au moment du forum altermondialiste de Porto Allegre, un « dialogue » s'établir entre certains de ses participants et des participants au forum de Davos !

qu'en allant jusqu'au bout de sa logique de « démocratie réelle », à savoir que celle-ci ne pourra voir le jour que dans le cadre d'une société radicalement différente dont auront disparu toutes les structures hiérarchiques et infantilisantes, de l'État à l'entreprise capitaliste. L'essentiel n'est donc pas tant aujourd'hui de réclamer aux pouvoirs en place telle et telle avancée démocratique ou sociale, qui auront fort peu de chance d'être acceptées – et quand bien même le seraient-elles ! – que d'agir collectivement vers un horizon commun, l'abolition de la société marchande et son remplacement par une société qu'il s'agit d'inventer. Mais nous ne sommes pas démunis. Penser que nous partons de rien serait tomber dans le piège

de la pensée dominante, qui tente de nous priver de notre passé dans le but d'obscurcir notre futur (Ah !, Orwell). L'idée de l'émancipation humaine n'est pas nouvelle, même pas récente, elle ne demande qu'à ressurgir, enrichie des expériences du passé. Mais elle réclame des stratégies nouvelles, et le mouvement des « Indignés » tel qu'il se développe actuellement, s'inscrit heureusement dans cette nécessité. L'action collective ne peut être le fruit que d'un débat collectif, qui doit s'intensifier, et dont la qualité sera grandissante.

La construction d'un monde nouveau a déjà commencé. Elle est passionnante en tant que telle. C'est aujourd'hui la seule aventure possible. ■

Le futur n'est écrit nulle part

(À propos du « printemps arabe » et du pourrissement de l'Occident)

L'histoire au travail

Si un événement se reconnaît avant tout par l'irruption de l'inouï, de l'imprévu ou de l'improbable dans le cours de l'histoire qui semble d'un coup bifurquer ou faire le grand écart, alors nous pouvons bien dire, sans augurer de l'avenir, que ce que l'on a appelé le « printemps arabe » est un événement.

L'imprévu ici ne tient pas seulement au fait que des régimes qui semblaient immuables chancellent, c'est plutôt qu'ils ont été renversés par des mouvements de contestation populaire que la répression entame à peine. En ce sens, la comparaison avec ce qui s'est passé au moment de la chute des régimes de type stalinien d'Europe de l'est est insuffisante. Nous savons en effet que les changements sont venus dans ce cas des apparatchiks eux-mêmes qui ont su maîtriser entièrement la transition vers le libéralisme économique, faisant ainsi passer leur société du capitalisme bureaucratique d'État à la libre entreprise, le plus souvent avec l'assentiment, l'indifférence bienveillante ou la complicité déclarée des puissances occidentales.

L'impensable il y a peu encore, c'est donc moins la remise en cause de tyrannies qui se vivaient comme éternelles que leur mise à mal par le réveil improbable des peuples arabes. Ce réveil de la rue arabe ébranle en outre des certitudes que l'on croyait bien établies. Autant le dire, c'est tout une partie du discours de l'Occident sur l'Orient arabe, l'idéologie comme production d'un savoir sur l'*Autre* en vue de sa domination, qui est pris à défaut. D'aucuns voulaient croire que l'histoire touchait à sa fin et que le modèle néolibéral était indépassable¹. Toute tentative pour

¹ C'était la thèse défendue au début des années 1990 par le politologue Francis Fukuyama dans *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992. Le fantasme de la fin de l'histoire par la maîtrise totale, sinon totalitaire, de la nature et des forces sociales n'est pas nouveau : il remonte au moins au XIX^e siècle et on peut même en saisir les prémices chez un philosophe comme Descartes. Max Horkheimer et Theodor Adorno ont analysé le phénomène de la raison instrumentale dans *La Dialectique de la raison* (Tel Gallimard, 1974). Pour eux, la raison n'est plus un facteur d'émancipation quand elle se met au service de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette instrumentalisation de la raison à des fins de domination n'accorde in fine de l'importance qu'à ce qui est immédiatement utilisable et exploitable. Les idéaux de progrès en viennent à se changer ainsi en leur contraire tout en continuant de se déclarer au service de l'émancipation. L'exploitation forcée de la nature qui

en sortir devait obligatoirement porter la marque du fanatisme religieux (l'islam radical ou le fondamentalisme) ou politique (le communisme assimilé sans autre forme de discussion possible au goulag, comme s'il devait s'y réduire, ce que les différentes expériences historiques du XIXe ou même du XXe siècle démentent : le Commune de Paris n'est pas la révolution allemande, et celle-ci ne ressemble ni à la révolution bolchevik, ni à la révolution espagnole, pour ne citer que ces exemples). Le vaisseau nommé la Terre, entre les mains d'une technocratie planétaire sûre de son pouvoir et de sa maîtrise absolue, était, pour ainsi dire, en route pour un voyage immobile où toutes choses demeureraient à jamais égales. Mais voilà que le « *printemps arabe* » vient nous rappeler que le futur n'est écrit nulle part et que, malgré la complexité d'un système capitaliste devenu monde qui règne en maître tant dans les têtes que dans la vie matérielle, les peuples peuvent bien encore avoir, à un moment ou un autre, leur sort entre les mains en devenant des forces politiques actives.

Le « *printemps arabe* » rend aussi caduque les non moins fameuses thèses de Samuel Huntington, autre idéologue fort célébré par les dirigeants de ce monde, lequel prétendait que, désormais, le moteur de l'histoire ne serait plus les luttes sociales et politiques mais les guerres de civilisation au cœur desquelles l'élément religieux serait déterminant². L'accélération de l'histoire actuelle au sud de la Méditerranée montre là encore les limites des visions par trop culturalistes du monde. Car, de toute évidence, ce n'est pas au nom de la religion que les peuples arabes se soulèvent, et en particulier les jeunes, mais plutôt pour la question sociale.

Maintenant que tout ne peut plus s'expliquer seulement par le fait religieux, les sociétés arabes nous semblent beaucoup moins exotiques. Et c'est peut être bien en cela que le printemps arabe importe le plus – pour la première fois depuis longtemps, nous pouvons nous identifier pleinement à la rue arabe, fraterniser spontanément avec les insurgés.

Ici aussi, aujourd'hui et demain,
propageons la révolte.



**Vive l'insurrection
généralisée !**

prend maintenant la forme d'une dévastation atteint aujourd'hui un point de non retour sous le développement d'une rationalité délirante et morbide qui conduit à des désastres comme celui de Fukushima. Le capitalisme n'est pas uniquement un mode de production, c'est aussi un imaginaire social-historique, un système de représentations et une manière d'être au monde. C'est la raison pour laquelle un bouleversement révolutionnaire ne peut pas seulement se situer sur un plan matériel ; il consiste aussi et peut-être avant tout en une réorganisation de la vie humaine, une révolution dans la culture. Fukuyama, pour en revenir à lui, est encore un homme des Trente glorieuses qui croit à la stabilité définitive du système capitaliste. Or une telle conception est purement idéologique. S'il reste le même en son fond, il ne peut pas faire autrement que de changer dans ses formes pour assurer son expansion en dehors et au-delà de lui-même. C'est qu'il relève d'une dynamique, d'où son instabilité.

² Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2000.

Il faut sans doute prendre en compte la mondialisation dans ses différentes dimensions, c'est-à-dire sociales, culturelles et économiques, pour comprendre ce qui se passe au sein de la jeunesse arabe qui a maintenant accès à des symboles et des langages politiques variés. En ce sens, nous pouvons bien parler de l'universalisation des valeurs politiques nées en Occident. La soif de liberté, de justice sociale et de reconnaissance n'est en effet pas sans rappeler celle de la jeunesse occidentale des années 1960, avec une plus nette cristallisation autour de la question sociale toutefois : accès à un logement décent, à l'éducation, à la santé, le droit à la dignité en plus des libertés individuelles. C'est l'acculturation ou, si l'on veut, une sorte de logique métisse qui explique les révoltes arabes et leur diffusion rapide. Il faut y voir en effet l'irruption de l'individualisme dans des sociétés encore marquées par des relations de type communautaire : le clan, la tribu ou les familles élargies. En Tunisie, c'est le jeune Bouazizi qui a fait figure de symbole pour une génération qui s'estime sacrifiée, mais l'identification s'est faite d'autant plus facilement qu'il existe des liens communautaires forts³. En Libye, la société est encore largement structurée par le système tribal, mais le mouvement de contestation montre qu'il y a autre chose : sur l'organisation tribale se greffe des sentiments d'injustice sociale qui renvoient à l'impression que la société est divisée entre ceux qui ont tout (et qui peuvent être issus de différentes tribus) et ceux qui n'ont rien et ne sont rien. En bref, il y a l'idée qu'il existe bien aussi des classes sociales et des conflits sociaux.

Même s'il est prématuré d'éliminer l'hypothèse de victoires ou de prochains progrès des mouvements islamistes à terme dans certaines couches des populations arabes, on peut affirmer que beaucoup de pays du sud de la Méditerranée sont entrés dans une période post-islamiste. Les groupes islamistes sont les héritiers du tiers-mondisme. Très à l'aise quand il s'agit de dénoncer l'impérialisme occidental, l'agression d'une culture par une autre, ils sont en revanche en difficulté lorsque la contestation tourne autour de la question sociale. Les mouvements de contestation actuels ont clairement une base matérielle. Il ne s'agit en effet pas ici de rendre la société conforme aux Écritures ou à la charia, mais bien d'engager une lutte ici et maintenant pour la dignité humaine. S'il est vrai que les religions sont l'opium des peuples, elles sont toutefois bien incapables d'apporter le pain et la liberté. En réalité, les islamistes n'ont réussi nulle part à être une alternative au système capitaliste.

Le mouvement de révoltes qui touche le monde arabe montre à quel point un fossé immense s'est creusé entre la rue et des régimes gérontocratiques et pétrifiés. Mais il n'en reste pas moins que la crise économique et systémique qui sévit depuis 2008 a joué un rôle important dans la radicalisation de la contestation populaire. C'est le désespoir qui a permis le développement d'une volonté collective rageuse et active⁴.

³ Pour un peu, les médias dominants nous feraient presque croire que le véritable sujet de la révolte de la rue arabe – ce sont les technologies de l'information et de la communication, et non pas les peuples. C'est oublier que la technique ne peut être qu'un médium, un support parmi d'autres de la contestation. Ce n'est pas elle qui pense ou donne sa dimension politique au mouvement. Une comparaison avec les émeutes des banlieues en France en 2005 est instructive à cet égard. C'est bien parce qu'elles ne s'appuyaient que sur des images en grande partie spectaculaires véhiculées par ces mêmes technologies et les médias qu'elles n'ont pas débouché sur un mouvement de protestation d'ampleur et un tant soit peu organisé. En d'autres termes, la technique ne crée pas par elle-même des liens sociaux ou une conscience commune.

⁴ En Occident, la crise économique a pour effet d'entamer le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires voire de déclencher ou d'accélérer le phénomène de paupérisation, sans parler du délabrement ou même de la disparition des services et biens publics. Au sud, la vie chère, conséquence pour une part de la spéculation des marchés sur les produits de première nécessité, jettent les populations dans le dénuement le plus total ; les conditions de vie deviennent alors réellement dramatiques et insupportables pour une partie importante de l'humanité.

Mouvements prolétariens ou mouvements plébéiens ?

On ne peut pas vraiment qualifier la contestation de la rue arabe de mouvement typiquement prolétarien ou ouvrier. Ce sont souvent des jeunes disposant de qualifications professionnelles mais exclus du marché du travail et originaires de l'intérieur des terres, pour ce qui est de la Tunisie en tout cas, qui ont été à la pointe du mouvement. Ils ont rejeté toutes les formes de mobilisation instituées, y compris syndicales⁵ ; d'où la création ou réinvention de formes d'organisation alternatives tels que les comités de défense (en Tunisie ou en Égypte) ou les assemblées de ville (comme en Libye semble-t-il), quand bien même cela resterait embryonnaire et fragile. Peut-être que le terme de mouvement plébéien convient mieux pour qualifier des révoltes qui ont pour moteur des jeunes de la périphérie des villes ou de l'intérieur.

Mais on ne peut pas dire non plus que ces mouvements aient à voir avec des formes archaïques. S'ils s'appuient sur la communauté pour mieux mobiliser ou construire une volonté collective de combat, la révolte s'inscrit dans le présent et interroge le futur dans ce qu'il réserve. Il y a bien refus du futur, mais c'est toutefois au nom d'un autre futur et non pas d'un passé mythique.

Pour autant, la classe ouvrière n'a pas été absente des mouvements de contestation et a même pu jouer un rôle déclencheur ou mener à une radicalisation des révoltes. En Tunisie, les signes avant-coureurs de la révolte doivent être cherchés dans le bassin minier de Gafsa qui a été le théâtre de conflits sociaux très durs ces dernières années. L'Égypte a connu de grandes grèves en 2004 et les ouvriers ont fait entendre à nouveau leurs voix en participant largement au mouvement de révolte de ces derniers mois.

S'il est acquis que des révolutions politiques sont en marche dans le monde arabe, la remise en cause des structures sociales et des rapports de domination sont une chose plus compliquée. Il manque pour l'instant quelque chose comme un grand dessein politique, un principe espérance autour duquel les sociétés pourraient se réinventer ou se métamorphoser. Cela ne se fera que si les peuples réussissent à opérer des branchements culturels inédits à la faveur de la mondialisation. En outre, les mouvements de contestation paraissent très fragmentés. C'est que les intérêts ne sont pas partout les mêmes. Les classes moyennes aspirent moins à une révolution sociale et une rupture avec la mondialisation capitaliste qu'à une plus large redistribution du pouvoir et des richesses. La dénonciation des mouvements de grève et la mise en avant de l'intérêt national pour éviter un emballement de la révolte du fait du développement d'une trop grande autonomie populaire ne laissent aucun doute là-dessus. Le passage de la révolte politique à une situation révolutionnaire dépendra notamment de la capacité des mouvements populaires à s'unifier, se prendre en main et inventer l'inconnu.

La chance des mouvements de révolte, c'est leur détermination et leur audace qui les entraînent à n'avoir plus peur de rien. La lumière brille un peu plus de l'autre côté de la Méditerranée, sans que nous puissions dire s'il s'agit d'un nouveau soleil ou des éternels démons de l'histoire.

La lutte pour le maintien de l'hégémonie

C'est souvent face à l'imprévisible ou l'improbable, l'incertitude et le désordre, qu'un système de pouvoir se dévoile. Or nous voyons des régimes effrayés par le vent de liberté qui souffle au sud. La réaction des dirigeants français en est la version caricaturale. Incapables de prendre l'exacte mesure de l'événement, ils n'ont pu que proposer leurs services pour mater « sans effusion de sang » le mouvement de révolte tunisien. Après le coup de la guerre propre, voici venir le temps de la répression tranquille et sans souci. Car ce sont bien les relations d'extrême connivence entre les régimes libéraux d'Occident et les tyrannies du sud qui éclatent au grand

⁵ Il leur aurait été difficile de toute façon d'utiliser les organisations syndicales tant celles-ci sont corrompues et constituent des excroissances directes des États post-coloniaux, et ce, le plus souvent, dès les indépendances. Mais on a vu qu'en Tunisie, l'UGTT a été vite débordée et qu'un certain nombre de ses cadres locaux ont basculé dans le camp de la révolte. En fait, les mouvements de révolte, massifs et spontanés, ont rendu inopérants des organes de contrôle, d'encadrement et d'intégration de la population qui ont fini par exploser.

jour⁶. Pris à défaut et redoutant une contagion à d'autres régions du monde, les régimes occidentaux agitent maintenant le chiffon de la peur, celle de l'immigration incontrôlée ou de l'islam radical. Or la peur et son instrumentalisation sont, nous le savons bien, la marque du terrorisme d'État. De fait, le printemps arabe, en raison de la grande interdépendance des économies et de l'existence d'un modèle économique devenu système-monde, met à mal l'ordre international dans son ensemble. Nous étions déjà assurés que le pouvoir, sous des simulacres démocratiques, prenait, dans nos sociétés, davantage une forme oligarchique ; nous pourrions tout aussi bien parler maintenant de « *statocraties oligarchiques* », de régimes en train de pourrir sur place à force de pétrification et de bureaucratisation. En même temps, les classes dirigeantes occidentales, conscientes de la crise et de leur inaptitude à inventer des formes de stabilisation réellement opératoires à moyen terme au moins, ne restent pas sans réaction. L'intervention militaire en Libye ou le soutien ouvert aux éléments les plus modérés des mouvements de contestation ont clairement à voir avec une lutte pour le maintien de l'hégémonie occidentale dans cette région du monde. Et il y a fort à parier que les États-Unis et l'Union européenne agiront au mieux pour que des élites acquises aux intérêts de l'Occident restent aux commandes des pays qui connaissent des révoltes populaires⁷.

Crise systémique du capitalisme : vers une réaffirmation de la perspective révolutionnaire ?



Depuis le soulèvement des peuples arabes, le cours des choses semble s'être inversé. Là où tout paraissait figé, la vie déborde de toutes parts. Et c'est maintenant les sociétés occidentales qui, rongées par le pourrissement, n'en finissent pas de se décomposer. L'Occident est sans doute une étoile qui brille encore, mais elle luit ailleurs. Il est vrai que les expériences politiques les plus audacieuses n'ont pas eu lieu ces dernières années dans l'espace européen, mais bien davantage en Amérique latine : souvenons-nous de la Commune de Oaxaca au Mexique en 2006⁸.

⁶ Fukuyama voit ici ses thèses infirmées d'une autre manière. Ce n'est pas de liberté ou de démocratie dont le capitalisme a besoin mais d'ordre, dût-il être imposé par la terreur. Peu après la fuite de Ben Ali de Tunisie, les agences de notation boursières ont ainsi réagi en dégradant la note de confiance du pays en raison d'un « *risque démocratique* » (sic).

⁷ En Côte d'Ivoire, l'utilisation de la force pour installer Ouattara au pouvoir à moins à voir avec le respect des urnes et de la démocratie qu'avec le fait que Ouattara, ancien haut cadre du Fonds Monétaire International, sera sans doute un allié docile de l'Occident. La ruse de l'intervention occidentale, et en particulier de la France, illustre parfaitement bien le caractère profondément antidémocratique de l'ordre international : presque partout maintenant on vote et nulle part pourtant les peuples ne décident de quoi que ce soit d'un tant soit peu important.

⁸ Au début, il ne s'agissait que d'un mouvement de grève concernant les enseignants. C'est le gouverneur de l'État appartenant à la frange la plus autoritaire du Parti Révolutionnaire Institutionnel qui a mis le feu aux poudres en réprimant violemment le mouvement des enseignants. Trois cent soixante organisations allant des indigènes aux groupes féministes en passant par les écologistes et les anarchistes ou autonomes se sont

L'Europe serait-elle devenue le continent des gens fatigués ? À peine un mouvement de contestation contre une nouvelle offensive capitaliste se forme-t-il que déjà il s'affaisse avant même de déboucher sur une opposition un tant soit peu ferme, s'étiole et vient mourir sans plus laisser de trace, en apparence tout du moins. Nous avons oublié qu'un grand dessein politique n'est rien sans héroïsme, sans audace, détermination et volonté passionnée. La révolution est dirigée tout entière contre la routine et le présent éternisé, ou alors elle n'est pas. Ceci étant, tout finit par disparaître dans l'impuissance nostalgique, la tentation de la répétition du même et la résignation consumériste.

Du fait de la crise systémique actuelle, la guerre pour le maintien du taux de profit, pour son extraction et sa captation fait rage aujourd'hui plus que jamais. Car pour les dirigeants du capitalisme globalisé, tel est le but poursuivi sans relâche. Cet objectif, ils le poursuivent consciemment, alors que nous n'avons pas encore réussi à élaborer une théorie critique du capitalisme à partir de laquelle lancer un processus de luttes sociales susceptibles d'aboutir à une rupture révolutionnaire⁹.

À partir des années 1970, les capitalistes et leurs valets politiques utilisèrent différentes armes pour éviter une baisse du taux de profit qui aurait pu se conclure par une crise généralisée du système. Le chômage de masse a permis dans un premier temps de mettre un frein aux luttes pour l'augmentation des salaires. L'automatisation et l'utilisation systématique des machines, le remplacement du travail vivant par le travail mort, sont l'autre arme utilisée pour arriver à cette fin. On pourrait aussi citer le recours à la main d'œuvre immigrée et la mise en concurrence des travailleurs ou la multiplication des statuts de travail, mais c'est en fait l'innovation et le développement des nouvelles méthodes de management qui ont eu raison de la combativité du monde ouvrier, de ses modes de défense culturelle, sociale et politique¹⁰. Mais la précarisation sinon la paupérisation du salariat produite par la contre-révolution capitaliste a pour conséquence de réduire aussi les marchés ou les possibilités de profits et ce n'est pas le développement du crédit ou la virtualisation de l'économie qui peuvent inverser la tendance à eux seuls comme nous le voyons.

C'est aussi par le biais de la société de consommation de masse que la classe ouvrière a été intégrée au capitalisme et au processus de reproduction du capital. En ce sens, on peut en effet parler de soumission totale au capital. La relation au monde, les comportements et le psychisme tant individuel que collectif, les systèmes de valeurs si l'on veut, ont été considérablement transformés et bouleversés par la société de consommation de masse. La réorganisation du capitalisme dans les années 1970 et surtout 80 et 90 a en effet détruit les liens de solidarité de base qui existaient alors encore entre les individus, ces derniers restant maintenant dans la solitude la plus totale face au système d'exploitation et de domination. L'illusion qu'il ne peut y avoir que des solutions individuelles pour s'en sortir suffit à reléguer dans la nuit intérieure la rage et le désespoir. Et quand le désarroi devient insoutenable, cette rage et ce désespoir se retournent contre soi. D'où les vagues de suicide actuelles en France qui en disent long sur la perte de sens, la dépossession et la « brutalisation » des rapports humains. Le suicide, en l'absence d'élan fraternel indispensable pour faire cause commune, devient ainsi une forme de résistance au travail en voie de banalisation. Pour élaborer patiemment une contre-culture conçue comme un nouvel ensemble de valeurs, il faudra pourtant bien redécouvrir l'esprit de fraternité qui rend possible la

regroupées pour former l'APPO, une sorte d'assemblée populaire qui finit par se substituer au pouvoir « légal ». Cette assemblée, qui a fonctionné selon le principe d'une *direction collective provisoire*, représente une forme d'organisation démocratique à la base tout à fait originale. On estime que la ville a pu compter jusqu'à 500 barricades pendant l'insurrection. C'est la direction nationale du syndicat des enseignants qui a précipité la fin de la commune de Oaxaca en ordonnant la reprise du travail.

⁹ C'est le sens de la formule devenue célèbre de Warren Buffet, l'affairiste à la tête de l'une des premières fortunes de la planète : « *La lutte des classes existe, et c'est la mienne qui est en train de la remporter.* »

¹⁰ Sur la riposte du Capital après 1968, voir Pierre Souyri, *La Dynamique du capitalisme au XXe siècle*, Payot, 1983.

solidarité à la base. C'est de toute évidence la condition pour mettre en échec le processus de socialisation capitaliste fondé sur la séparation et la réification. Mais il ne suffit plus de réactiver ce qui a été. Ce qu'il nous manque, c'est une poésie de la vie qui nous permettrait de réinventer la révolution en imaginant l'inconnu de ce côté de la Méditerranée aussi, une ligne de force révolutionnaire à opposer au principe de responsabilité qui nous enferme dans une réalité toujours plus atroce et invivable.

Et pourtant, la crise sociale liée à la quasi faillite du capitalisme néolibéral semble maintenant tirer les Européens de leur léthargie et il se pourrait que la triste époque impose le retour à des pratiques politiques radicales. Des signes montrent que nous ne sommes peut-être pas loin d'un renouveau du mouvement social, comme en témoigne l'exemple des *Indignés* en différents points de la planète maintenant. La mise en cause de régimes prétendument démocratiques qui sont aujourd'hui très clairement désignés comme des oligarchies au service des intérêts privés, la volonté de se réapproprier l'espace public par son occupation sauvage, la tentative de mise en œuvre d'une démocratie à la base, l'assimilation des plans de sauvetage des économies à une vaste escroquerie ou la volonté d'autonomie par rapport aux partis et aux bureaucraties syndicales témoignent d'une indéniable maturité et d'une radicalité nouvelle. Mais des limites apparaissent aussi rapidement. Ces mouvements sont portés par des jeunes précaires ou des chômeurs qui sont exclus en partie ou totalement du monde du travail ; ils n'ont pas la possibilité de bloquer le système économique par la grève par exemple. En outre, les indignés restent isolés. Ils n'ont pas réussi pour l'instant à prendre la direction d'un plus grand mouvement de protestation sociale parce que les syndicats, les médias ou tout autre appareil bureaucratique d'État ne sont pas encore suffisamment en crise pour ne plus être en mesure de jouer leur rôle dans l'encadrement des masses et la régulation sociale¹¹. Des potentialités de subversion sociale existent pourtant. Ce qui manque, c'est un événement catalyseur qui cristallise la rage collective en une poésie de l'action capable de mettre en jeu la vie tout entière.

Le pourrissement des sociétés occidentales n'est pas seulement dû à une crise systémique du mode de production capitaliste, il doit aussi être cherché dans une crise profonde de la pensée critique et de la culture, dans notre incapacité à penser le moment de la crise. Car s'indigner ne suffit pas, il faut aussi comprendre. Et s'il est si difficile de comprendre, c'est parce que nous nous situons dans un entre-deux, quelque part dans une époque où un monde refuse de mourir tandis que le nouveau lutte pour naître tout à fait.

Le printemps arabe a quand même valeur d'exemple. Nous pouvons bien dire maintenant : ils l'ont fait, pourquoi pas nous ! La liberté des autres étend la nôtre à l'infini. Et l'utopie, cette réalité en puissance, en ébranlant le présent, libère l'avenir. ■

Le Septième Sceau

« Lorsque l'Agneau eut rompu le Sceau Septième et dernier, il se fit un silence au-dedans du ciel »
L'Apocalypse qui est la révélation (traduit du chaldéo-syriaque par Mardrus).

1 – Il n'était nul besoin d'être prophète pour prédire une catastrophe comme celle qui est survenue à Fukushima. Depuis longtemps déjà, nous pouvons savoir que la mort radioactive plane sur nos existences. Depuis le 6 août 1945 précisément, l'image du champignon atomique s'élevant au-dessus d'Hiroshima s'est inscrite symboliquement comme le possible chemin de l'humanité vers son autodestruction. Désormais, les mots terribles de l'Apocalypse de Jean

¹¹ Mais les choses pourraient bien changer. En obligeant constamment les États à intervenir pour garantir la sauvegarde des intérêts financiers, et donc à mener systématiquement et ouvertement une politique de classe, les marchés sapent la « légitimité » étatique et éclaircissent la conscience de tous ceux qui les voyaient encore comme un rempart contre le néolibéralisme.

peuvent dépasser leur simple statut de figures allégoriques. D'où le retour des peurs apocalyptiques qui imprègnent la culture occidentale depuis plus de cinquante ans. Pensons simplement à ce genre littéraire florissant, relayé par le cinéma, durant les années de guerre froide, qui déclinait sur différents modes ce vieux mythe de la fin du monde. Au spectre d'une troisième guerre mondiale s'est maintenant surajouté celui de la destruction irrémédiable de l'environnement écologique mondial, redonnant à ce mythe une puissance accrue. Mais, paradoxalement, tout semble continuer à se dérouler comme si ce monde ne pouvait pas connaître de fin. Quelques mois après Fukushima, l'industrie nucléaire n'a pas été réellement remise en question et l'on semble oublier que « l'accident » survenu continue de se dérouler, les grands médias n'en parlant plus ou si peu. Cependant, le paradoxe n'est qu'apparent, car le terrible secret de ce monde n'en est pas moins *inconsciemment* connu : en déroulant ses langues de feu, l'énergie atomique, avant qu'elle ne soit rebaptisée nucléaire, a précipité l'univers des hommes dans une marche nuptiale avec la mort cancéreuse. Il n'y a pas que l'atmosphère qui est devenue radioactive. Mais comment se l'avouer ? Désastre est un faible mot pour exprimer ce qui tue radicalement, à petit feu, une civilisation entière. Devant les cancers qui prolifèrent, qui nous arrache nos plus proches avant de venir nous saisir, nous oublions déjà sur quel genre de terrain ils se sont mis à croître : notre propre formation sociale. Pourquoi n'oublierions-nous pas, dans ces conditions, que Fukushima « répète » Tchernobyl comme le prochain « accident » « répètera » Fukushima ? Mais il ne s'agit pas exactement d'un vague oubli, bien plutôt d'un refoulement. Nous savons pertinemment où tout cela peut mener, mais nous préférons conjurer notre peur *en ne nous le représentant pas*.

2 – La catastrophe fait *réellement* partie de ce monde ; elle n'est pas ce qui se trouve devant nous, mais cette vie même. Fukushima n'en est qu'une tragique illustration dans un ensemble où *l'économie toute-puissante devenue folle* produit, dans tous les aspects de cette société, une série de destructions qui s'annoncent, pour la plupart, irréversibles. Il faut cependant considérer que la catastrophe ne s'exprime pas seulement dans sa dimension écologique. L'effondrement généralisé de l'économie elle-même est, semble-t-il, assez flagrant¹. Mais, comme pour la détérioration continue de tout l'écosystème, on peut constater les faits sans en tirer les moindres conclusions. C'est qu'ici les conditions mêmes de la pensée contribuent au développement de la catastrophe générale. Dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* (1988), Guy Debord pouvait déjà remarquer :

« Le spectacle ne cache pas que quelques dangers environnent l'ordre merveilleux qu'il a établi. La pollution des océans et la destruction des forêts équatoriales menacent le renouvellement de l'oxygène de la Terre ; sa couche d'ozone résiste mal au progrès industriel ; les radiations d'origine nucléaire s'accumulent irréversiblement. Le spectacle conclut seulement que c'est sans importance. Il ne veut discuter que sur les dates et les doses. Et en ceci seulement, il parvient à rassurer ; ce qu'un esprit pré-spectaculaire aurait tenu pour impossible »

Si quelques voix se lèvent et s'opposent fermement aux décisions irrationnelles prises par la domination, elles n'ont, de toute façon, aucun pouvoir sur la production générale des biens comme des idées. Et si même elles parviennent à se faire entendre, elles ne peuvent plus parfaitement se faire comprendre tant la « logique » spectaculaire est devenue la norme. Il faut

¹ **« L'accident technique ne manque pas d'affinité avec la crise économique, la crise économique ne manque pas d'affinité avec l'accident technique. Certes, les différences entre les deux sont plus visibles, parfois plus importantes aussi que les affinités, et c'est la raison pour laquelle la comparaison semble paradoxale. L'accident technique semble être le croisement fortuit de mouvements régis par des lois, croisement qui constitue le point d'intersection extérieur à leur nature, imprévu ; au contraire, la crise économique évolue d'une façon qui n'a rien de fortuit au sein du mode de production et d'échanges de l'économie capitaliste elle-même, en tant qu'économie basée sur des contradictions qui ne cessent de se durcir. Et pourtant les deux espèces de catastrophes se correspondent en profondeur, car elles résultent finalement toutes deux du rapport mal médiatisé, du rapport abstrait des hommes avec le substrat matériel de leur action. »** Ernst Bloch, *Le Principe Espérance* t. II, Gallimard 1982, pp. 299-300.

citer de nouveau longuement Debord dans ses *Commentaires* pour prendre la mesure d'une situation qui a évidemment empiré depuis 1988 :

« Sur le plan des techniques, quand l'image construite et choisie par **quelqu'un d'autre** est devenue le principal rapport de l'individu au monde qu'auparavant il regardait par lui-même, de chaque endroit où il pouvait aller, on n'ignore évidemment pas que l'image va supporter tout ; parce qu'à l'intérieur d'une même image on peut juxtaposer sans contradiction n'importe quoi. Le flux des images emporte tout, et c'est également quelqu'un d'autre qui gouverne à son gré ce résumé simplifié du monde sensible ; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion, et tout à fait indépendamment de ce que le spectateur peut en comprendre ou en penser. Dans cette expérience concrète de la soumission permanente, se trouve la racine psychologique de l'adhésion générale à ce qui est là ; qui en vient à lui reconnaître **ipso facto** une valeur suffisante. Le discours spectaculaire tait évidemment, outre ce qui est proprement secret, tout ce qui ne lui convient pas. Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. Il est donc totalement illogique (...).

Sur le plan des moyens de la pensée des populations contemporaines, la première cause de la décadence tient clairement au fait que tout discours montré dans le spectacle ne laisse aucune place à la réponse ; et la logique ne s'était socialement formée que dans le dialogue. Mais aussi, quand s'est répandu le respect de ce qui parle dans le spectacle, qui est censé être important, riche, prestigieux, qui **est l'autorité même**, la tendance se répand aussi parmi les spectateurs de vouloir être aussi illogiques que le spectacle, pour afficher un reflet individuel de cette autorité. Enfin, la logique n'est pas facile, et personne n'a souhaité la leur enseigner. Aucun drogué n'étudie la logique ; parce qu'il n'en a plus besoin, et parce qu'il n'en a plus la possibilité. »



Ces réflexions permettent ainsi de comprendre aisément pourquoi un événement comme Fukushima ne peut guère bouleverser, dans l'immédiat, l'ordre social dont il est issu. Non seulement on le représente comme simple accident, mais aussi et surtout comme irruption *désormais passée* d'un fait marquant qui s'additionne d'une façon hétéroclite, non analytique, aux catastrophes précédentes, détruisant ainsi sa spécificité et sa signification historiques dans le cours

fatal d'un temps déjà mort. Il n'est pas réellement perçu comme événement, au sens historique de ce terme, puisqu'il n'est pas vu comme produisant du sens, mais au contraire comme s'ajoutant hasardeusement à la série des signes devant confirmer le non-sens généralisé de ce qui ne relève pas du mouvement dominant de l'économie marchande. Aucun lien logique ne peut être établi entre celle-ci et les différentes catastrophes qui parsèment son règne. Fukushima est considéré finalement comme point absurde et regrettable, comme détail, sans plus. Il n'y a rien à en exprimer, sinon qu'il faudra faire avec, comme il faudra faire encore longtemps avec cette extension du domaine de la passivité et de la mort. « *Il est assurément dommage que la société humaine rencontre de si brûlants problèmes au moment où il est devenu matériellement impossible de faire entendre la moindre objection au discours marchand ; au moment où la domination, justement parce qu'elle est abritée par le spectacle de toute réponse à ses décisions et justifications fragmentaires ou délirantes, croit qu'elle n'a plus besoin de penser ; et véritablement ne sait plus penser. Aussi ferme que soit le démocrate, ne préférerait-il pas qu'on lui ait choisi des maîtres plus intelligents ?* » disait aussi Debord.

3 – Que la catastrophe soit le point aveugle de la pensée de notre époque n'a donc rien d'étonnant. Elle n'en suscite pas moins quelques inquiétudes pour des esprits lucides. Nous en avons pour preuve la naissance d'un courant écosocialiste international qui tente de créer un nouveau paradigme de civilisation². Mais ce n'est pour le moment qu'une *faible force* qui ne peut parvenir encore à renverser la vapeur. Bien que son intention soit ouvertement et très justement révolutionnaire, ce courant ne semble guère sortir d'un certain optimisme militant sur lequel il faudrait pourtant s'interroger, étant donné le peu d'enthousiasme qu'il soulève. La plus forte inquiétude devrait peut-être se porter sur cette *dégradation de l'environnement psychologique* qui interdit, pour l'instant, tout réel sursaut nous permettant d'emprunter une autre voie. En ce sens, le travail de création d'un nouveau paradigme « civilisationnel » doit être pris avec le plus grand sérieux. La tâche politique qui lui est adjointe ne peut pas se contenter d'organiser les luttes et la contestation telles qu'elles viennent. Tout en prenant la mesure des forces de domination qui empêchent que s'établisse une forme de société réellement et authentiquement humaine, cette tâche devra elle-même se réinventer comme *poétisation du monde*. Comprise ainsi, elle pourrait alors retrouver le secret de ce basculement des consciences qui fait que l'émancipation des hommes est saisie comme l'œuvre des hommes eux-mêmes.

4 – Ce que nous ne pouvons, ou ne voulons pas nous représenter, le mythe s'en charge. Le discours spectaculaire a beau taire ce qui ne lui convient pas, la réalité objective de la catastrophe ne s'évanouit pas pour autant. Elle s'efface juste des consciences. Mais la pensée n'en poursuit pas moins inconsciemment son cours. Ici le mythe exerce sa puissance. Il n'est ni archaïque, ni moderne en soi ; il s'impose simplement comme récit compensateur quand la réalité n'est plus saisie en toute conscience. En ce sens, il y aura toujours des forces mythiques à l'œuvre dans la pensée des hommes. Seule notre époque orgueilleuse se représente celles-ci comme des forces obscures que sa lumière aurait dissipées. Elles n'en agissent pas moins sur elle, d'autant plus qu'elle s'ancrera dans ce refoulement qu'un autre avait pu qualifier très exactement de « *reniement achevé de l'homme* ». « *Le capitalisme fut un phénomène naturel par lequel un sommeil nouveau, plein de rêves, s'abattit sur l'Europe, accompagné d'une réactivation des forces mythiques* », pouvait écrire Benjamin³. Mais ces forces mythiques ne reviennent pas dans toute leur pureté. Elles se recomposent en mêlant des agrégats de croyances typiquement postmodernes. Le mythe de la fin du monde qui revient ainsi au premier plan change de forme, exprimant principalement le caractère nihiliste et destructeur du monde actuel. Il n'y a pas de monde messianique à venir dans ce récit mythique

² Nous renvoyons, pour plus de précisions sur ce courant, à l'ouvrage de Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Éditions Mille et une nuits, 2011.

³ Walter Benjamin, *Paris capitale du XIXe siècle. Le livre des Passages*, Éditions du Cerf, 1989, p. 408.

contemporain, seulement l'expression du pressentiment que tout va s'anéantir. En ce sens, les hommes de ce début de XXI^e siècle vivent dans une inquiétude profonde où l'espérance s'est tue. Ils commencent déjà à se soumettre humblement à ce carnage incessant auquel ils participent, sans savoir l'échéance de leur propre précipitation dans la géhenne. L'acceptation de l'autodestruction fait malheureusement son chemin et il semble hors de doute que les dénégations de l'esprit postmoderne seront une faible barrière devant le prochain tsunami du refoulé mythique qui risque bien de déferler sur le monde.

5 – La réalité de la catastrophe renforce inéluctablement le mythe de la fin du monde, mais elle le réactive dans un moment historique problématique où les forces combinées de l'économie et de la technologie sont perçues comme des forces étrangères auxquelles les hommes doivent se soumettre, où *l'aliénation a établi son monde*. Le mythe apocalyptique ne fait qu'exprimer le désarroi généralisé face à cette situation. Tout semble être emporté dans un immense flux vers la destruction totale et, dans les souffrances qui s'accumulent, beaucoup en viennent à souhaiter que la fin s'accomplisse afin d'être *délivrés*. C'est l'incapacité à saisir le temps historique autrement qu'un cours écrasant l'activité des hommes qui conduit à ce genre d'acceptation. Incapacité qui découle des conditions générales de la vie dans une société aliénée. Il est donc assez surprenant que, pour ceux qui prennent conscience des menaces réelles qui pèsent sur l'avenir de l'humanité et de son environnement, il ne faille souvent ne faire appel qu'au principe responsabilité. Mais les hommes en ont-ils encore les moyens ? Comment la responsabilité peut-elle s'établir dans la soumission généralisée ? Et n'est-ce pas une injonction contradictoire d'en appeler à la responsabilité de chacun sans rappeler que chacun est totalement dépossédé, par le mouvement même de l'économie, de tout moyen sur l'emploi de sa propre vie ? Ce principe responsabilité, conçu par le philosophe Hans Jonas dans un livre du même titre⁴, s'il met bien en avant la nécessité d'une réflexion poussée sur la question majeure de l'écologie et d'une éthique qui prenne en considération les risques d'une destruction de la planète, n'en reste pas moins inadapté quant à la réalité historico-sociale qui en appelle à un véritable dépassement. Ainsi que le rappelle Arno Münster : « *Sans nul doute Jonas est assez convaincant quand il évoque la menace des catastrophes, de l'explosion démographique, du pillage toujours plus effréné de la planète et du génocide. Il esquisse en étant sur ce point précis en accord presque total avec Anders une perspective apocalyptique qui seule pourrait être apportée et dépassée par une éthique de la responsabilité et de l'obligation à l'égard de l'avenir, qui devrait être celle de tous ceux qui assument l'exécution (politique) des décisions. Beaucoup plus problématique paraît cependant le souhait jonassien de vouloir fonder cette éthique nouvelle sur une heuristique de la peur, fondée sur l'idée que "seule la prévision de la déformation de l'homme nous puisse fournir le concept de l'homme qui permet de nous en prémunir"* »⁵. Et de fait, l'époque est devenue assez jonassienne. On ne compte plus les avertissements distillés dans le discours spectaculaire tendant à montrer sur quel fragile équilibre nous nous tenons. Mais c'est toujours dans le but évident de souligner l'*impuissance* du spectateur-citoyen et de le *paralyser d'effroi*. Il s'agit avant tout de convaincre que vouloir transformer le monde peut amplifier la catastrophe à venir. En voulant mettre en garde contre toute « stratégie utopique philosophique », considérée comme irréaliste et comme erreur, l'écologisme fortement teinté des réflexions jonassiennes prête ainsi main forte à la domination, en assurant idéologiquement son maintien ; cette même domination de l'économie marchande qui continue de se moquer éperdument d'une quelconque éthique, de la responsabilité ou d'autre chose. L'important après tout, n'est-ce pas que les affaires continuent ?

6 – Les forces mythiques accrues par la situation de la catastrophe ne peuvent être détruites par une quelconque organisation de l'optimisme. Elles favorisent en ce moment l'acceptation résignée à un devenir apocalyptique, d'autant plus que la réalité sociale sera organisée autour de l'idée de soumission à un cours fatal – dans le cas présent, celui du mouvement de l'économie

⁴ Hans Jonas, *Le Principe responsabilité*, Flammarion, 1998.

⁵ Arno Münster, *Principe Responsabilité ou principe Espérance ?*, Éditions Le bord de l'eau, 2010, pp. 37-38.

marchande. La rationalité elle-même a, de plus, depuis longtemps, quitté le chemin de la raison, ayant elle-même abdiqué devant ce cours fatal de l'économie. Le retour de vieux démons commence à poindre, et de nouveau dans l'impuissance et la résignation. Que faire désormais face à la montée de croyances irrationnelles ? Les exorciser en les déclarant irrationnelles ? Il faudrait, au contraire, comprendre, dans une logique toute dialectique, que la puissance des forces mythiques peut elle-même être transformée, car elles constituent un des principaux noyaux de la praxis humaine. Mais encore faut-il vouloir saisir la praxis, c'est-à-dire la totalité des pratiques de la société, comme l'ensemble des pratiques opérées par les hommes eux-mêmes. Prendre en considération les mythes comme des forces recelant la possibilité d'orienter et comprendre notre propre praxis peut devenir le levier du renversement du monde, dans le sens d'une autre construction. Mais il faut, pour cela, animer la conscience de son ferment historique, lui redonner confiance en ses forces vives et refoulées, lui rappeler que celles-ci sont également une porte ouverte sur d'autres possibles. « *Car la seule affinité élective qui unisse de façon féconde à un élément archaïque, et la seule clé possible, c'est l'espérance du futur en tant que réalité encore en fermentation.* » (Ernst Bloch, *Héritage de ce temps*). Il y a aussi en germe dans le récit apocalyptique la promesse du Royaume.

7 – Il n'était nul besoin d'être prophète... Mais où est aujourd'hui la parole prophétique ? Notre époque présente pourrait pourtant parfaitement se comprendre dans sa réalité historique, c'est-à-dire selon une raison dialectique qui seule permet de saisir l'idée de devenir. La catastrophe n'est qu'un indice, mais un indice de taille. Dans les émissions radiophoniques qu'il enregistra entre 1929 et 1932, Walter Benjamin évoqua lui aussi la catastrophe à travers quelques exemples historiques bien choisis. Il concluait ainsi à propos de la chute d'Herculanum et de Pompéi : « *Et ils furent encore nombreux à périr sous les éboulis. La ville disparut pendant des siècles de la mémoire des hommes. Et quand elle ressortit de terre, au siècle précédent, avec ses boutiques, ses auberges, ses théâtres, ses écoles de lutte, ses temples et ses bains, l'éruption du Vésuve, qui l'avait détruite en 79 après Jésus Christ, il y a deux mille ans, nous est apparue sous un jour nouveau. Car autant elle avait signifié pour les gens d'alors la destruction d'une ville florissante, autant elle en fut pour nous la préservation. Une préservation minutieuse car les centaines d'inscriptions dont les Pompéiens couvraient leurs murs, à l'instar de nos affiches, nous informent réellement de leur vie quotidienne : leurs dissensions au sein du conseil municipal, leurs combats de bêtes, leurs disputes avec des supérieurs ou des représentants de la loi, leurs métiers, leurs estaminets. Mais parmi ces centaines d'inscriptions, il en est une, dont nous avons tout lieu de croire qu'elle fut la dernière, et qu'elle est de la main d'un juif ou d'un chrétien, versé en ces choses, qui écrivit sur le mur en voyant le feu menacer la ville : "Sodome et Gomorrhe", telle est l'ultime et inquiétante inscription murale de Pompéi.* »⁶ ■

Ces voix qui parlent autrement (la révolte comme poésie et la poésie comme révolte)

1. Le poète en critique de l'économie politique

Reconnu comme l'un des plus grands romantiques anglais de la deuxième génération, Percy Shelley ne fut pas seulement un poète, mais aussi un radical de son temps, un chantre de l'égalité sociale viscéralement opposé à la tyrannie et l'oppression¹. À la fin de sa vie, il a aussi rédigé un texte important qui constitue un véritable traité de critique de l'économie politique menée avec les moyens de la poésie².

Son petit essai se termine par la célèbre formule :

« *Les poètes sont les législateurs secrets du monde.* »

⁶ Walter Benjamin, *Lumières pour enfants*, Christian Bourgois éditeur, collection Titres, 2011, p. 223.

¹ Il est l'auteur du *Masque de l'anarchie*, étant entendu que l'anarchie ici est celle provoquée par le libéralisme économique, la loi du marché.

² Il s'agit de la *Défense de la poésie* (1822), rééditée récemment par Payot dans la collection « Rivages Poche ».

Il faut ici comprendre législateurs dans le sens d'édificateurs, de bâtisseurs, de créateurs, et secrets dans celui de cachés, clandestins. L'essai de Shelley est fondamental parce qu'il désigne la nouvelle croyance (l'économie politique aussi appelée raison instrumentale ou calcul égoïste) au moment où celle-ci commence à s'emparer du monde et à prendre possession de l'esprit des hommes.

La première partie de l'essai est consacrée à la défense des poètes à travers l'histoire. Son intérêt réside dans le fait que Shelley avance sur les traces d'un autre poète, Philip Sidney, qui a lui-même dû défendre la poésie comme forme de connaissance sensible du monde à la Renaissance contre la morale et la religion de l'époque. Athée déclaré (il sera même exclu d'Oxford pour cette raison), Shelley entend en 1822 lutter contre cette nouvelle religion ou sorcellerie que constitue l'« économisme » et qui prétend régner sans partage.

Ce que Shelley reproche aux raisonneurs entichés d'économie politique – c'est la démesure. À force d'accumulation de quantités et d'élargissement du monde extérieur, le continent du sensible, qui ne peut suivre, s'assèche inexorablement. La pensée superficielle, la raison instrumentale qui s'en tient à la surface des choses, n'en finit pas de s'étendre, mais c'est au détriment toutefois de la pensée de la profondeur, de la poésie. Le monde se réduit toujours un peu plus sous l'emprise de la raison instrumentale, alors que ce dernier apparaissait infiniment riche de sa multiplicité et de sa complexité à travers l'esprit poétique.

2. Les intérêts contre la passion

La *Défense de la poésie* de Shelley est une réponse à un livre de Th. Love Peacock, un partisan ardent du rationalisme. Il condamne le poète comme barbare archaïque incapable d'épouser la cause de la raison et du progrès. Les arguments de Peacock pour régler son compte à la poésie sont intéressants parce que typiques de la « bien-pensance » bourgeoise. Il reproche en effet aux poètes d'être guidés par les passions. En réalité, on peut lire ici une opposition irréductible entre une pensée préoccupée par l'ordre, le fleuve tranquille qui porte le cours ordinaire de l'existence, et la poésie qui charrie des passions torrentielles. Au XIXe siècle, rien n'effraie plus la bourgeoisie que les passions semeuses de troubles. L'économie politique apparaît alors comme l'instrument intellectuel à même de donner une assise pseudo-rationnelle aux intérêts particuliers, la poésie étant au contraire empreinte de fraternité universelle.

La poésie moderne est rebelle et irréductible à l'ordre établi parce que, tout en étant partie prenante de la modernité, elle lui rappelle néanmoins, par son existence même, les promesses originelles qu'elle n'a pas tenues. D'où l'impression que la poésie nous parle d'ici, tout en se situant dans un ailleurs qui est aussi une sorte de nulle part.

3. Le progrès, l'ordre et le chaos

La grande méfiance de la bourgeoisie pour la poésie au XIXe siècle tient à la nouvelle place qu'elle occupe dans la société et à ses croyances sociales et politiques, à la nécessité à laquelle elle est confrontée : asseoir son ordre social de manière définitive. Obnubilée par la maîtrise des forces sociales, elle rejette les passions, difficiles à canaliser par définition, qu'elle assimile à la figure du barbare intérieur, autrement dit le prolétaire moderne qu'il faut encore soumettre aux nouvelles formes d'exploitation. Aux bourgeois donc la raison et l'entendement ; aux prolétaires les passions qui nuisent au progrès et semblent même contester ses bienfaits. Or la poésie, fille du chaos, est négation de l'ordre. À travers le déploiement d'un autre rapport au temps, la mise en évidence d'analogies insoupçonnées et le recours à l'ironie, elle dévoile non seulement des parties enfouies ou cachées du monde et revisite le réel, mais elle recrée aussi en continu le « donné » ; elle nous montre un arrière-pays qui constitue le monde dans sa profondeur et multiplie les perspectives. Si l'économie est l'empire de l'or en toc, la poésie est alors toute la richesse du monde. Il suffit de lire des poèmes surréalistes pour sentir à quel point la poésie est un violent

chaos³ qui incite à ne pas se contenter d'action mais à se situer en avant de celle-ci pour reprendre l'expression rimbaldienne, en un élan qui nous arrache à la routine de la vie quotidienne.

On comprendra mieux aussi le combat des surréalistes contre la raison instrumentale, la faculté calculatrice, au nom de l'esprit, l'imagination créatrice. Il est vrai qu'après la Première Guerre mondiale, le règne de la bourgeoisie apparaît moins comme celui du bonheur que comme une marche sanglante et absurde vers toujours plus d'atrocités.

4. Experimentum mundi

Shelley note dans son essai que si les poètes sont en mesure de « dire le monde » dans sa profondeur, c'est parce qu'ils sont capables de vivre les choses intensément, avec une grande sensibilité. Gaston Bachelard fait la même remarque et l'exprime en une formule qui brille par son évidence :

*... la réalité ne peut être vraiment constituée aux yeux des hommes que lorsque l'activité humaine est suffisamment offensive, et intelligemment offensive.*⁴

C'est la raison pour laquelle la réalité se dévoile pleinement quand nous nous attaquons au monde tel qu'il est et qu'il devient comme tel un enjeu.

Sur le plan politique, c'est en effet quand le peuple affronte le pouvoir pour de bon qu'il apparaît vraiment dans sa vérité nue, sa grande brutalité, sa fonction oppressive. Mais l'expérience poétique trouve son origine dans la contemplation. Aussi la poésie et la pratique politique au sens habituel semblent quasiment inconciliables dans le même temps, un peu comme si l'action rendait impossible la contemplation qui appartient au monde de la lenteur, les instants de poésie advenant quant à eux comme par inadvertance et en nous prenant par surprise dans les périodes de grande disponibilité, de présence à soi et au monde. Et pourtant une action politique qui ne s'appuie sur aucune expérience ne peut guère être opératoire et finit inmanquablement par se perdre en chemin faute de but⁵. René Char a bien été un poète en armes, mais il n'a jamais prétendu servir directement d'exemple ou inscrire la Résistance dans une tradition politique précise. C'est de cette façon qu'il est possible du moins de comprendre son énigmatique aphorisme : « *Notre héritage n'est précédé d'aucun testament.* » L'acte de Résistance tient moins d'une tradition quelconque que d'une rupture avec l'ordre culturel et politique qui a mis le poète dans l'obligation de prendre les armes.

Mais comment faire encore l'expérience du monde à une époque qui est en passe d'abolir le temps ? La voix du poète sonne ici comme un avertissement :

*Tout ce qui est vitesse
Ne sera que déjà passé ;
Car c'est ce qui séjourne
Qui seul nous initie.*⁶

³ Un des derniers recueils d'Edouard Glissant, poète du « tout monde », ne s'intitule pas par hasard *Les Grands chaos*.

⁴ G. Bachelard, *L'Eau et les rêves. Essai sur l'imagination de la matière*, éd. Corti, 1942.

⁵ C'est le grand reproche que l'on peut faire à l'activisme en tant qu'ensemble d'actions politiques qui ne sont plus gouvernées par aucune idée ou représentation mentale susceptible de faire sens et de jouer un rôle déterminant dans la transformation de nos conditions de vie (quelque chose de l'ordre du rêve collectif ou des « *images-souhaits* » pour reprendre l'expression d'Ernst Bloch). Nous avons oublié par facilité que le problème n'est pas de choisir entre la théorie et la pratique, mais de penser l'une dans son rapport à l'autre et donc d'envisager leur possible articulation. Les idées peuvent être aussi des « forces productives ».

⁶ Rilke, vingt-deuxième *Sonnet à Orphée*, traduction d'Armel Guerne.

5. Ce que signifie sacrifier les poètes

S'il fallait définir un moment où l'opposition entre la poésie et la raison politique atteint un degré critique, un détour par la révolution russe de 1917 serait inévitable. Pour les politiques, les bolcheviks au premier chef, la révolution est un bouleversement du mode de production. Mais pour les poètes révolutionnaires, elle ne peut pas être seulement cela tant il s'agit pour eux d'une catastrophe cosmique qui met en question le monde dans ses dimensions multiples. C'est particulièrement net chez un poète de l'envergure de Vladimir Maïakovski qui avance à pleine voix dans les vastes horizons de la révolution en mettant en branle tout l'univers. Pour les surréalistes les plus radicaux, un Antonin Artaud par exemple, une révolution n'en est pas une si elle n'a pas pour enjeu la civilisation elle-même, autrement dit les hommes dans leurs relations les uns aux autres et dans leurs rapports à leur humanité et à la nature.

Les marxistes antiautoritaires et les libertaires des années 1950 et 1960 ont bien vu que la Russie soviétique ne pouvait pas se réclamer du communisme de Marx dès lors qu'il existait un antagonisme aussi fort entre le parti tout puissant et les aspirations du peuple censé en être l'émanation. Cela revenait à se pencher sur le problème suivant : comment le peuple au pouvoir à travers le parti pouvait-il faire grève contre lui-même ? Mais ils auraient pu tout aussi bien constater que la contre-révolution battait déjà son plein aux débuts des années 1930 quand les nouveaux hommes forts du régime soviétique accusaient Maïakovski de trahison parce qu'il avait choisi le suicide plutôt que le reniement.

Pourquoi des poètes en temps de détresse ? Pour nous signaler que nous entrons dans la grande nuit justement.

6. Grandeur et misère de l'anarchisme

S'il est un reproche que l'on ne peut pas faire aux anarchistes, c'est celui d'avoir abandonné l'esprit de la révolte sauvage qui les caractérise depuis toujours. Mais ils sont restés les vaincus de l'Histoire parce qu'ils n'ont pas su élaborer des conceptions suffisamment politiques. Pour eux, l'idée est TOUT. Mais il y a toujours un hiatus entre le monde tel qu'on le rêve et les réalisations pratiques ; d'où la nécessité d'élaborer des formes de médiation avec le réel pour s'en saisir et le transformer. En fait, les anarchistes n'ont pas su le plus souvent saisir la réalité historique comme un processus ouvert et complexe où l'absolu de l'idée a priori n'a sa place que comme fétiche. De même, ils n'ont pas fait de critique substantielle de la politique - ils ont ignoré le problème. Ici les critiques de Marx contre les anarchistes sont fondées, notamment si l'on considère leur incapacité à penser la « *forme-État* ».

7. Requiem pour les bâtisseurs de nouveaux mondes

L'Histoire n'a pas été tendre avec les socialistes utopiques, mais on oublie vite qu'ils ont en leur temps fait trembler la bourgeoisie, en particulier quand leurs idées extravagantes ont rencontré l'activité politique du jeune prolétariat industriel. On s'est beaucoup attaché à la société idéale et par trop parfaite de Fourier, à son intelligence mathématique à l'excès, mais on a moins prêté attention à l'imagination créatrice débridée qui foisonne dans ses écrits. Des images grandioses y débordent de toutes parts le réel et redonnent à l'univers l'aspect d'un volcan jamais éteint. L'espace semble alors pouvoir se métamorphoser à l'infini par le simple pouvoir de l'esprit humain. Là réside le génie d'un vieux fou toujours gênant.

Même la pensée anticipante des saint-simoniens qui imaginent un capitalisme idéal parce qu'encore balbutiant sous sa forme industrielle concrète apparaît d'une infinie richesse face à la grande sécheresse actuelle et aux petits riens qui constituent notre réalité quotidienne.

8. Les deux bouts de la comète

Entre le matérialisme farouche et l'insurrection de l'esprit sauvage, il faudrait ne pas trancher tout à fait, refuser de sacrifier l'un à l'autre. Que seraient les révolutions sans la révolte à l'état brut ? Une question administrative, une affaire de bonne gouvernance tout au plus.

Si la passion peut causer le plus grand désordre et faire frémir tous les pouvoirs, c'est qu'elle est une offensive de la liberté contre le cours ordinaire des choses. Beaucoup d'anarchisme lyrique ne saurait de toute façon faire trop de mal à une époque dégoulinant de pourriture, nous voulons dire de réalisme étroit. ■



Contact : georges.ouden@gmail.com

Pour toute correspondance écrire à

*Négatif c/o Échanges BP 241
75866 Paris CEDEX 18*